L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux, No 18 rue de Carondelet,

NOUVELLE-ORLÉANS,

MERCREDI 4 SEPTEMBRE, 1878

Plateforme Démocratique.

1. Que le parti démocrate-conservateur de l'Etat de la Louisiane, réuni en convention, renouvelle dans les engagements contenus dans la plateforme du parti de juillet 1876 et particulièrement en ceci qui suit :

Nous engageons, par la présente, notre parti à l'accomplissement de toutes les obligations légales, émises par l'Etat de la Louisiane ; et nous nous engageons à travailler nos plus énergiques efforts dans la direction de la réforme et d'une administration économique du gouvernement et spécialement vers l'abolition des places inutiles ; la réduction des droits et salaires ministériels au point de n'en plus faire aucune rémunération équitable, et la réduction des taxes à la dernière limite possible avec les dépenses nécessaires du gouvernement ; le maintien de la foi publique et la restriction du patronage dangereux de l'Exécutif.[illegible]

2. Résolu que l'intérêt des classes industrielles produisant la richesse est un intérêt suprême pour le peuple des Etats-Unis. Ceux dont le travail et l'esprit d'entreprise produisent la richesse doivent être assurés en justice.

Notre plus chaude sympathie est acquise aux classes laborieuses qui ont été mises hors d'emploi par la politique financière ruineuse et une législation injuste du parti républicain, et nous engageons le parti démocrate au gouvernement de cette politique et à la préservation de leurs droits.

3. Que Francis T. Nicholls, par la manière habile et grave avec laquelle il a traité les nombreuses questions délicates et urgentes du succès du parti en 1876 et ayant eu pour résultat l'établissement du gouvernement du peuple en Louisiane, mérite la reconnaissance de tous les Louisianais ; que sa sagesse, sa justice et sa modération dans l'administration des grands intérêts de l'Etat sont d'accord avec les principes épousés par lui en acceptant la nomination et lui ont valu le respect de tous comme gouverneur de tout le peuple de la Louisiane, et lui donnent droit à l'appui de tous ceux qui désirent un bon gouvernement.

4. Que nous nous regardons avec reconnaissance les efforts fidèles et patriotiques du Gén. F. W. Dumas et des soldats-citoyens de la Louisiane sous lui dans l'établissement et le soutien du gouvernement du peuple dans cet Etat ;

5. Que le vote de la Louisiane aux élections de 1876 a été donné à Samuel J. Tilden pour la présidence et à Thomas A. Hendricks pour la vice-présidence par une majorité de plus de 8000 voix, et qu'il a été frauduleusement compté pour Rutherford B. Hayes et William A. Wheeler, sous le prétexte que la majorité a été obtenu par l'intimidation et l'assassinat, et que le défaut du parti républicain de produire des témoins pour soutenir ces charges, quand il a été invité à le faire par le comité Potter, est une confession de notre impuissance à soutenir ses allégations et de la fausseté des accusations elles-mêmes, et que le résultat de l'enquête du dit comité est une preuve affirmative que ces charges et ces allégations étaient dépourvues de fondement.

6. Que la récente déclaration de W. P. Kellogg, comme sénateur des Etats-Unis a été un abus de parti pour un but éphémère de parti et une violation de la Constitution qui assure à chaque Etat deux sénateurs ; que longtemps avant l'admission de Kellogg il avait été établi d'une manière concluante que l'assemblé générale de Nicholls était la véritable et la seule Législature de la Louisiane ; que dans l'opinion de cette convention, le Sénat des Etats-Unis n'était pas compétent, par une reconnaissance postérieure, à valoriser une autre assemblée dont l'existence n'a plus laissé de traces dans les livres de l'Etats de l'Etat et qui s'est dissoute sans avoir été reconnue nulle part et qu'en vue du caractère sans précédent de cette affaire, une révision est dûe par le Sénat à la justice.

7. Que nous regardons avec un sérieux mécontentement l'indifférence et l'opposition des membres du Congrès national à un système d'améliorations intérieures, pour restaurer la prospérité des états du Sud ; et des Sud-Ouest, et nous insistons auprès de nos sénateurs et représentants pour qu'ils redoublent leurs efforts afin d'obtenir l'existence du gouvernement national en faveur du bassin du Mississippi et Texas, et qui voit d'un œil de faveur le canal de Shipp, et pour toutes les autres d'utilité de la Louisiane, et aussi contre les inondations, et en faveur d'une navigation en rapport avec les besoins du commerce, ces mesures ayant un caractère national et en dehors du contrôle des gouvernements d'Etat.

8. Que nous endossons cordialement le mémoire de la chambre de commerce de la Nlle-Orléans au Congrès en faveur d'une ligne de steamers avec le Brésil, engageant nos représentants au Congrès à faire valoir pour la dite ligne le contrat de la malle par la Nlle-Orléans, avec la subvention qui a été demandée afin de faciliter l'ouverture de ce commerce d'une si grande importance pour l'Ouest et pour le Sud.

9. Résolu, que la délégation de la Louisiane demande que le privilège de banque nationale soit aboli et que les billets des banques nationales soient retirés et qu'à leur place le gouvernement des Etats-Unis émette un montant égal en billets du Trésor communément appelés greenbacks, et que pendant le même temps la [illegible] conditions de la loi imposant une taxe sur la circulation des banques d'Etat.

10. Résolu, Nous commandons aussi le projet de loi [illegible] et une condition de l'acte de [illegible] et nous nommons immédiatement [illegible] à nos hommes inalliénables [illegible] ruineuse poursuite par le parti républicain, par [illegible] volume de la circulation a été réduit de beaucoup au désavantage [illegible] du pays, et par [illegible] la valeur [illegible], la baisse des salaires, le travail [illegible] vail ont été bas, les gages du pauvre ont été réduits, que c'est l'opinion de cette convention que tous les bons et obligations du gouvernement national doivent être payés en billets du Trésor des Etats-Unis, excepté quand il en a été disposé autrement dans la loi originale sous laquelle ils ont été émis ; nous demandons en outre le rappel de toutes les lois passées subséquemment à la loi originale créant la dette publique, par laquelle les obligations du boutrat ont été rendues plus onéreuses.

11. Résolu que dans le jugement de cette convention la Législature de cet Etat devrait dans la prochaine session [illegible] courrez à l'appel et à la résolution de cette convention le plus tôt possible pour rétablir et abroger nouvelle administration pour l'Etat de la Louisiane.

12. Résolu qu'en favorisant la convocation d'une convention constitutionnelle on ne se propose pas de remplacer les officiers actuellement en fonction dans le gouvernement d'Etat.

CHARLES WEBB & BROTHER, Chapeliers et Fabricants de CASQUES, 1 RUE ROYALE, IN 1845.

RENAUD, FRANCIS & Co

SOLE AGENTS FOR THE UNITED STATES

Ayant agents à [illegible] MAENELL & CO. à Cognac, et ESCHENAUER & CO. à Bordeaux. Ils vente à la Nouvelle-Orléans [illegible] U. Bucceti et chez tous les négociants en vins.

4l Mar—Ven

M. ABDMO... 160 Poydras.

CHAUSSURES A VIS D'ARMES DE VILLE, à $6.50, la paire.

CHAUSSURES COUPÉES, cousues [illegible] Ville, à $4.50.

BOTTES et [illegible] pour gens de [illegible] meilleurs matériaux et [illegible] prix [illegible] ne [illegible] [illegible] [illegible]